

Un État islamique intégré à l'échelle mondiale

Aaron Y. Zelin | 26 septembre 2024 | ARTICLES | 



Cet article est une traduction de « [A globally integrated Islamic State](#) », paru le 15 juillet 2024 sur War on the Rocks.

L'État islamique n'a plus le même visage qu'il y a cinq ans et il est beaucoup plus intégré en tant qu'organisation au sein de son réseau mondial qu'Al-Qaïda ne l'a jamais été. Cela fait dix ans que l'État islamique [s'est proclamé](#) califat et plus de cinq ans qu'il [a perdu](#) son dernier vestige de territoire en Syrie. Cependant, alors que l'État islamique refait parler de lui en raison de sa capacité croissante à mener des opérations extérieures (avec des attentats en [Iran](#), en [Turquie](#) et en [Russie](#) cette année, ainsi que de nombreux [complots](#) déjoués en Europe), il existe un malentendu fondamental sur la manière dont le groupe opère aujourd'hui. À bien des égards, il est soit considéré à tort à travers le prisme du [fonctionnement d'Al-Qaïda](#) (un réseau de branches décentralisées), puisqu'il faisait [auparavant](#) partie du réseau mondial d'Al-Qaïda, soit basé sur le [fonctionnement](#) de l'État islamique lorsqu'il était à son apogée et qu'il contrôlait le territoire en Irak et en Syrie. Il est également probable que certains membres du gouvernement américain aient mal interprété les renseignements d'origine électromagnétique en avançant l'idée que le chef de l'État islamique visé en Somalie à la fin du mois de mai, Abd al Qadir Mumin, [était devenu](#) le calife du groupe. Ces changements survenus au cours des cinq dernières années sont essentiels à comprendre pour les décideurs politiques, car la façon dont la menace se présente aujourd'hui sera différente de la façon dont les décideurs politiques ont traité la question au cours de la dernière décennie, lorsque l'accent était mis sur le contrôle territorial de l'État islamique en Irak et en Syrie.

L'organe le plus important pour comprendre l'État islamique aujourd'hui est sa [Direction générale des provinces](#), qui était auparavant basée en Syrie, mais de nouvelles informations suggèrent qu'au moins aux plus hauts niveaux, elle pourrait maintenir avoir une [position centrale](#) en Somalie. Lorsque l'on comprend cette structure, les actions de l'État islamique à l'échelle mondiale prennent tout leur sens. C'est également la raison pour laquelle nous constatons aujourd'hui beaucoup plus d'interactions et de connexions entre ses différentes *wilayat* (provinces) que par le passé. À bien des égards, les aspects clés qui animent l'État islamique en tant qu'organisation ([gouvernance](#), [mobilisation](#) des combattants étrangers et [opérations extérieures](#)) demeurent, mais ils ne sont plus principalement basés ou contrôlés par son lieu d'origine, l'Irak et la Syrie, mais sont répartis dans son réseau provincial mondial. Ses objectifs restent les mêmes, même si l'organisation s'est adaptée à un environnement modifié. C'est aussi la raison pour laquelle le défi posé par l'État islamique aujourd'hui est différent de celui du passé et qu'il est, à certains égards, plus résistant à la pression qu'auparavant.

Le défi que représente l'État islamique est donc plus difficile à relever d'un point de vue sécuritaire que par le passé, lorsqu'il était possible de se concentrer principalement sur ses efforts en Irak et en Syrie. Aujourd'hui, se concentrer uniquement sur l'Irak et la Syrie ou sur toute autre province sans comprendre ses liens avec d'autres parties du réseau mondial du groupe conduira à manquer des détails cruciaux pour des raisons d'opportunité. C'est pourquoi, même s'il est compréhensible que les États-Unis aient réorienté une grande partie de leurs effectifs et de leur budget vers des problèmes plus existentiels et plus vastes tels que la Chine et la Russie, ce serait une erreur de négliger l'État islamique en tant que défi sécuritaire permanent, mais en constante évolution. Par conséquent, il est toujours utile de continuer à avoir et d'ajouter des postes gouvernementaux financés dans différentes agences et départements pour se concentrer sur le suivi de cette menace afin de mieux anticiper la prochaine surprise. Sinon, des erreurs d'interprétation seront commises comme par le passé.

Une répétition de l'histoire ?

Sans cette compréhension, il est plausible que les décideurs politiques interprètent les actions de l'État islamique aujourd'hui différemment de la réalité au sein de l'organisation. Cette hypothèse n'est pas si farfelue que cela. Nous sommes déjà passés par là. Avant la réapparition de l'État islamique en 2013, de nombreux fonctionnaires et chercheurs pensaient que le groupe avait été vaincu. Plusieurs l'appelaient encore « [Al-Qaïda en Irak](#) », bien qu'il ait été [rebaptisé](#) « État islamique d'Irak » sept ans plus tôt. De même, alors que l'État islamique progressait vers le contrôle territorial de l'Irak et de la Syrie en janvier 2014, le président Barack Obama [a qualifié](#) l'État islamique de « JV squad » par opposition à Al-Qaïda, présumée « varsity ».

Ce malentendu fondamental découle en partie de la politique de l'invasion et de la guerre en Irak en 2003, un chapitre sur lequel les responsables et d'autres voulaient tourner la page. [L'assassinat](#) d'Oussama ben Laden en 2011, qui [a atténué](#) l'intérêt du public pour la poursuite du mouvement djihadiste en général et de l'État islamique d'Irak en particulier, a fourni un contexte supplémentaire. Les experts de la lutte contre le terrorisme se sont alors [concentrés](#) sur [Al-Qaïda dans la péninsule arabique](#) et sur [Harakat al-Shabab al-Mujahidin](#), basé en Afrique de l'Est, parce que ces groupes comprenaient des combattants étrangers, occidentaux ou inspiraient des radicaux d'origine occidentale à préparer des attentats dans leur pays.

L'une des principales lacunes en matière de connaissances lors de la résurgence de l'État islamique concernait [l'évolution](#) du groupe au fil du temps. Ce manque de compréhension historique a donné lieu à de nombreuses interprétations erronées. Le groupe a été considéré à tort, selon les cas, comme une façade pour des [baathistes](#) revanchards, un foyer pour des [nihilistes](#) sans idéologie, un mouvement [millénariste](#) qui ne s'intéresse pas à la gouvernance du monde réel, et un mouvement à vocation locale qui n'a aucun [projet](#) d'opérations extérieures.

Aujourd'hui, après que l'État islamique a perdu des territoires en Irak et en Syrie en 2019, l'histoire se répète en quelque sorte. De nombreuses personnes à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement américain qui avaient précédemment travaillé sur l'État islamique et le mouvement djihadiste [se sont tournées](#) vers des problèmes plus urgents, tels que la montée de l'extrême droite dans les pays occidentaux, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les inquiétudes suscitées par la puissance militaire croissante de la Chine et le révisionnisme géopolitique concernant l'ordre mondial actuel. Une attention accrue à ces questions est sans aucun doute justifiée, mais « [l'accalmie](#) » entre les mobilisations djihadistes ne doit pas être confondue avec la fin du défi.

La Direction Générale des provinces

À la suite de [l'annonce](#) par l'État islamique de son expansion au-delà de l'Irak et de la Syrie, à la mi-novembre 2014, [vers](#) l'Algérie, l'Égypte, la Libye, l'Arabie saoudite et le Yémen, il a mis en place une structure appelée [l'Administration des provinces lointaines](#). Le nom de cette structure souligne qu'il s'agit d'une entité distincte de la manière dont l'État islamique administrait ses différentes provinces en Irak et en Syrie dans son territoire principal à l'époque. Cet organe a inclus les autres provinces que l'État islamique ajoutait au cours des années suivantes, comme celles du [Nigeria](#), de [l'Afghanistan/Pakistan](#), du [Caucase](#), de la [Somalie](#), etc. Le mode de fonctionnement interne de l'État islamique a toutefois changé à mesure qu'il perdait son contrôle

territorial en Irak et en Syrie. Et si beaucoup se concentrent sur mars 2019, date à laquelle l'État islamique a perdu sa dernière parcelle de territoire, il est plus pertinent à certains égards qu'il ait perdu ses bastions de [Mossoul, en Irak](#) et [d'al-Raqqa, en Syrie](#), au cours de l'été et de l'automne 2017.

L'État islamique s'était déjà préparé à des changements dès le printemps 2016, lorsque les premiers signes de sa perte de contrôle sur l'Irak et la Syrie ont commencé à devenir plus évidents. Par exemple, dans un [discours](#) prononcé en mai 2016, le porte-parole de l'époque, Abu Muhammad al-Adnani, a préparé les partisans du groupe à subir une nouvelle défaite tactique :

« La victoire est la défaite de l'adversaire. Avons-nous été vaincus lorsque nous avons perdu les villes d'Irak et que nous nous sommes retrouvés dans le désert, sans ville ni terre ? Et serions-nous vaincus [si nous perdions] Mossoul, Syrte ou Raqqa ? Certainement pas ! La véritable défaite est la perte de la volonté et du désir de se battre. »

Cela a été suivi d'un [éditorial](#) dans le bulletin hebdomadaire du groupe, *Al-Naba*, à la mi-août 2016, discutant de la stratégie de repli dans le désert (*inhiyaz ila al-sahra*), comme il l'avait fait précédemment en Irak après le réveil tribal et le renforcement des troupes américaines, avant son retour en tant qu'acteur pertinent en 2013, d'abord en Syrie, puis en Irak. Nous [avons vu](#) l'État islamique faire cela dans une certaine mesure dans les régions désertiques de la *badiya* du centre de la Syrie depuis 2019.

Comme l'État islamique était préparé au changement avant son effondrement territorial complet, il ne devrait pas être surprenant que nous ayons commencé à voir sa structure provinciale en Irak et en Syrie commencer à évoluer à nouveau. À la mi-juillet 2018, l'État islamique a cessé de [décrire](#) ses multiples provinces en Irak (Bagdad, Shamal Bagdad, al-Anbar, Diyala, Karkuk, Salah al-Din, Ninawa, Janub, Fallujah, Dijlah et al-Jazirah) et en Syrie (al-Raqqa, al-Barakah, al-Khayr, Hims, Halab, Idlib, Hamah, al-Sham, Latakia et al-Furat) en tant que telles. L'État islamique les a remplacées par Wilayat al-Sham (province du Levant) et Wilayat al-Iraq (province d'Irak). C'est probablement à cette époque que l'État islamique a cessé de séparer ses territoires principaux de ses provinces extérieures en créant la Direction générale des provinces. Le chercheur danois Tore Hamming [pense](#) que cela a coïncidé avec la [création](#) par l'État islamique de nouvelles provinces en Afrique centrale, en Turquie et en Inde au printemps 2019. Le point clé de ce changement est que son administration en Irak et en Syrie n'était plus séparée du reste de ses provinces mondiales. Toutes les provinces de l'État islamique étaient désormais sur un pied d'égalité.

Cependant, la création de la Direction générale des provinces a également entraîné une couche supplémentaire de bureaucratie. Elle a créé une superstructure qui supervise désormais les provinces elles-mêmes, la Direction générales des provinces ayant ses [propres makatib](#) (bureaux). D'après des documents internes de l'État islamique ayant fait l'objet d'une fuite, ces bureaux [sont les suivants](#) : *Maktab* (bureau) *Ard al-Mubarakah*, chargé de superviser les activités de l'État islamique en Irak et en Syrie ; *Maktab al-Karrar*, qui gère la Somalie, la République démocratique du Congo, le Mozambique et d'autres régions d'Afrique orientale, centrale et méridionale ; *Maktab al-Furqan*, qui administre le bassin du lac Tchad et le Sahel ; *Maktab Umm al-Qura*, qui s'occupe du Yémen, de l'Arabie saoudite et du Golfe ; *Maktab Dhu al-Nurayn*, qui se concentre sur l'Égypte et le Soudan ; et *Maktab al-Faruq*, qui s'occupe de la Turquie, de la Géorgie, du Caucase, de la Russie et de l'Europe. Auparavant, il existait également un *Maktab al-Anfal* qui couvrait la Libye et l'Afrique du Nord, mais il n'existe plus aujourd'hui et a probablement été intégré au *Maktab al-Furqan*. Il existait également un *Maktab Bilad al-Rafidayn* distinct pour l'Irak, mais il a depuis [été intégré](#) au *Maktab Ard al-Mubarakah*.

Aujourd'hui, la sagesse conventionnelle des personnes au sein du gouvernement américain, lorsqu'elles s'expriment en privé, suggère que l'État islamique est un problème gérable, en particulier en ce qui concerne l'Irak et la Syrie, et qu'il est plus dispersé que centralisé. Cependant, ces hypothèses pourraient être davantage liées à la volonté de se concentrer sur d'autres défis politiques qu'à la réalité sur le terrain, alors que l'État islamique s'est reconstitué au cours des cinq dernières années. Il s'agit d'un défi plus complexe car la façon dont il s'est reconstruit est différente de celle dont nous l'avons vu rebondir il y a plus de dix ans en Irak et en Syrie. Ainsi, la façon dont la menace se manifeste aujourd'hui sera différente pour les décideurs politiques qu'auparavant, lorsque le groupe se concentrait principalement sur son contrôle territorial en Irak et en Syrie. En raison de la plus grande intégration entre les provinces de l'État islamique, le fait de ne considérer qu'une ou deux d'entre elles comme une menace ne permet pas de comprendre que l'attribution des responsabilités et des ressources au sein du réseau mondial du groupe s'est étendue, ce qui lui confère une résilience à plus long terme.

Par conséquent, lorsque nous discutons aujourd'hui de l'État islamique dans un sens global, il est d'une certaine manière plus logique de décrire ses bureaux et la manière dont ils sont reliés les uns aux autres que de l'examiner strictement sous l'angle des provinces distinctes, comme nous l'avons fait pendant des années. C'est également le cas parce que le chef de chacune des provinces de l'État islamique [rend compte](#) au chef des bureaux de la Direction générale des provinces pour la région concernée. À bien des égards, cela permet de mieux comprendre la question de [Mumin](#) (celui que beaucoup ont considéré comme le nouveau calife de l'État islamique), des opérations extérieures de l'État islamique et de leur financement aujourd'hui, ainsi que la

raison pour laquelle l'État islamique s'intéresse toujours aux projets de gouvernance et à la mobilisation des combattants étrangers, même si ces derniers n'atteignent pas les mêmes niveaux que par le passé.

Mumin : Le calife ?

Le 31 mai, l'US Africa Command a [annoncé](#) avoir ciblé la province somalienne de l'État islamique dans une « zone reculée à proximité de Dhaardaar, à environ 81 km au sud-est de Bosaso » et a affirmé avoir tué trois militants de l'État islamique. Cette déclaration a été suivie d'une fuite d'un membre du ministère de la défense [affirmant](#) à la mi-juin que l'une des cibles était Mumin, qui aurait été le dernier calife de l'État islamique. Mumin était le *wali* (gouverneur) de la *Wilayat al-Somal* (Somalie) de l'État islamique depuis qu'il avait, avec d'autres, rompu avec al-Shabab et [rejoint](#) l'État islamique en octobre 2015. Aujourd'hui, Mumin [serait](#) devenu l'émir (chef) de *Maktab al-Karrar* et son ancien adjoint au sein de la province somalienne de l'État islamique, Abdirahman Fahiye Isse Mohamud, a été promu au poste de *wali*. Bien que le rapport de la mi-juin indique que le gouvernement américain ne sait pas si la frappe aérienne a tué Mumin, il s'est montré confiant en [affirmant](#) qu'« ils ont amené le calife dans cette région ». Pourtant, les [rumeurs](#) locales selon lesquelles l'actuel calife de l'État islamique, Abu Hafs al Hashimi al Qurashi, aurait voyagé depuis la Syrie ou l'Irak, puis traversé le Yémen pour se rendre dans la région semi-autonome du Puntland, en Somalie, dans le nord-est du pays, n'ont pas de sens d'un point de vue logistique. Mumin ayant toujours été en Somalie auparavant, il n'aurait eu aucune raison de voyager puisqu'il s'y trouvait déjà. En outre, d'un point de vue idéologique, le calife [doit](#) être issu de la lignée tribale Quraysh du prophète Mahomet, c'est-à-dire quelqu'un d'essentiellement arabe, et non pas quelqu'un de Somalie sans aucun lien avec cette lignée. Bien sûr, certaines [traditions](#) somaliennes affirmant qu'Abd al Rahman bin Ismail al Jabarti, le prétendu ancêtre commun du clan somalien Darod (auquel Mumin appartient) du 10^e ou 11^e siècle, descendait [d'Aqil ibn Abi Talib](#), membre du clan Banu Hashim au sein de Quraysh et cousin de Mahomet. Mais ces histoires ne sont probablement que des traditions et des mythes. Elles sont également peu probables dans le contexte des questions soulevées au sujet du deuxième calife de l'État islamique, [Abu Ibrahim al Hashimi al Qurashi](#), dont on se demande s'il était [arabe](#) ou [turkmène](#). Aymenn al Tamimi, spécialiste de l'État islamique et de ses documents internes, [suggère](#) qu'il était « Turkmène par la langue, pas nécessairement par la lignée raciale ». Quoi qu'il en soit, pourquoi l'État islamique s'attaquerait-il à un sujet aussi potentiellement controversé et saperait-il sa vision idéologique puriste du monde avec le cas de Mumin ? D'après ce que nous savons de l'État islamique, il est peu probable qu'il fasse dépendre quelque chose d'aussi important que la position de calife d'un élément qui ne peut être totalement prouvé, d'autant plus que cela saperait son propre projet en raison de la nature puritaine de la façon dont il [gère](#) son idéologie et sa vision du monde.

Néanmoins, je ne peux m'empêcher de me demander s'il n'y a pas eu une mauvaise interprétation des renseignements sur Mumin. Quoi qu'il en soit, d'après ce que l'on sait aujourd'hui de la structure organisationnelle de l'État islamique et de ses penchants idéologiques, il est plus probable que Mumin soit le chef de la Direction générale des provinces ou le numéro deux. D'un point de vue idéologique et organisationnel, cela est beaucoup plus logique que d'en faire le calife. Mumin est l'un des rares dirigeants mondiaux du réseau de l'État islamique à n'avoir pas été [tué](#) au cours des dix dernières années. Il ne serait donc pas surprenant qu'il ait la confiance des plus hauts échelons de la structure de pouvoir de l'État islamique aujourd'hui.

Ce changement de structure de direction qui a placé Mumin à ce poste pourrait avoir été facilité par Isse Mohamoud Yusuf, un facilitateur d'armes et de logistique pour la province somalienne de l'État islamique. Le département du Trésor américain [affirme](#) qu'il a contribué à faciliter, au début de l'année 2022, le voyage de militants sur son *dhow* (boute – voilier traditionnel utilisé dans la mer Rouge et l'océan Indien) depuis le Moyen-Orient jusqu'en Somalie pour assister à des réunions sur la restructuration de la direction, des tactiques et des stratégies somaliennes du groupe.

Tout cela est crucial d'un point de vue politique. Ne pas comprendre le fonctionnement de la structure de direction de l'État islamique ou l'éligibilité au poste de calife (dix ans après que le groupe a annoncé son califat !) conduira à des évaluations analytiques incorrectes et compromettra ainsi toute mission de lutte contre le groupe. Ce ne serait pas non plus la première fois qu'une mauvaise interprétation du leadership de l'État islamique conduirait à de mauvaises décisions politiques. Après que le groupe [s'est annoncé](#) comme l'État islamique d'Irak en octobre 2006, le nouveau chef du groupe était [Abou Omar al Baghdadi](#). L'armée américaine [a proclamé](#) en juillet 2007 qu'il était fictif, qu'il n'existait pas réellement et que les messages audio diffusés par l'État islamique d'Irak sous son nom étaient le fait d'un acteur irakien. Cependant, il était bien réel, mais cette évaluation a conduit [de nombreuses personnes au sein](#) et [en dehors](#) du gouvernement à penser que la menace de l'État islamique d'Irak s'était dissipée. Il ne fait aucun doute que l'État islamique d'Irak était en position de faiblesse, mais comme [l'ont fait valoir](#) Haroro Ingram, Craig Whiteside et Charlie Winter, le leadership d'Abou Omar au moment le plus difficile a aidé le groupe à survivre et à reconstruire son organisation en vue de sa réémergence future. Il y est parvenu en rendant le groupe plus [résistant](#) localement en Irak, avant [d'être tué](#) en 2010 et remplacé par [Abou Bakr al Baghdadi](#), plus connu. Rétrospectivement, l'incompréhension du rôle important d'Abou Omar dans le [lien](#) entre l'État islamique d'Irak, depuis sa période passée sous la direction d'Abou Mousab al Zarqawi jusqu'à son histoire plus connue depuis 2013, est un échec des décideurs politiques et des

chercheurs à comprendre l'État islamique d'Irak et ses dirigeants.

Par conséquent, si Mumin a effectivement été tué, sa mort serait significative au sein de la structure organisationnelle de l'État islamique, même s'il n'était pas le calife, puisqu'il aurait été un gestionnaire clé entre les différentes provinces mondiales de l'État islamique. L'importance de ce décès irait encore plus loin puisqu'il mettrait en évidence la façon dont l'État islamique s'est départi de ses rôles de direction, principalement au profit d'Irakiens et, dans une moindre mesure, de Syriens (à l'exception, par exemple, des anciens hauts commandants militaires que sont le Géorgien [Abou Omar al Shishani](#) et le Tadjik [Gulmurod Khalimov](#)), montrant ainsi une plus grande intégration, au sein de la structure de direction de l'État islamique, de personnes n'appartenant pas à son territoire central d'origine, à savoir l'Irak et la Syrie. Il ne serait pas non plus surprenant que Mumin joue un tel rôle au sein de l'État islamique. Ces dernières années, *Maktab al-Karrar*, qui se trouve au-dessus de la *Wilayat al-Sumal*, est devenu l'un des bureaux les plus importants de tout le système. Selon les Nations Unies, il s'agit en effet d'un nœud essentiel des réseaux financiers de l'État islamique. Il [aide](#) à gérer tout excédent de recettes provenant de la zone que *Wilayat al-Sumal* contrôle autour de la chaîne de montagnes Cal Miskaad en transférant des centaines de milliers de dollars (si ce n'est plus) vers des nœuds de l'État islamique en [Afrique du Sud](#). L'argent est ensuite envoyé au [Kenya](#), en [Ouganda](#) et en [Tanzanie](#), puis réaffecté à d'autres provinces de *Maktab al-Karrar* (*Wilayat Wasat Ifriqiya* en République démocratique du Congo et *Wilayat Mozambique*) et [distribué](#) à d'autres bureaux comme *al-Sadiq*, *Umm al-Qura* et *al-Faruq*, qui fournissent ensuite des fonds à leurs provinces en Afghanistan, au Yémen et en Turquie.

Cette tendance n'est pas nouvelle non plus. Par exemple, une [lettre](#) administrative interne de l'État islamique ayant fait l'objet d'une fuite, adressée par Mumin à l'émir de l'Administration des provinces lointaines de l'État islamique en novembre 2018, aborde la question de l'envoi de fonds aux membres du groupe en Turquie et au Yémen. En outre, selon le gouvernement américain, [Bilal al Sudani](#), qui était responsable du réseau de financement mondial *Maktab al-Karrar* jusqu'à sa mort en janvier 2023, a aidé à [financer l'attaque](#) de l'État islamique qui a tué 13 membres des services américains à Abbey Gate, à l'aéroport international de Kaboul, en août 2021, pendant le retrait des États-Unis d'Afghanistan. Lorsque nous réfléchissons au contexte actuel de la menace liée à la province du Khurasan de l'État islamique et aux opérations extérieures en dehors du théâtre afghano-pakistanaï, il convient de se demander si la *Wilayat Khurasan* est la seule à être impliquée dans ces opérations extérieures. Il convient de se demander s'il n'est pas plus judicieux de parler davantage d'un réseau pan-provincial d'opérations extérieures planifié par l'intermédiaire des bureaux de la Direction générale des provinces, qui peut mieux aider à coordonner les différents attentats et complots entre les différentes provinces.

Les opérations extérieures de l'État islamique sont pan-provinciales

Compte tenu de la campagne d'opérations extérieures de l'État islamique dans la province du Khurasan et des attaques réussies qui lui [ont été attribuées](#) par les gouvernements attaqués en Iran, en Turquie et en Russie cette année, ce groupe a fait l'objet d'une attention particulière, ce qui n'est pas surprenant. Toutefois, à certains égards, le fait de se concentrer uniquement sur ce groupe obscurcit plutôt qu'il n'affine notre compréhension du réseau d'opérations extérieures de l'État islamique aujourd'hui. Lorsque l'État islamique était à son apogée, la plupart de ses [opérations extérieures](#) entre 2014 et 2019 avaient un lien avec la Syrie (qu'elles soient dirigées, guidées ou inspirées), à quelques exceptions près [liées](#) à l'État islamique en Libye en 2015 et 2016.

Toutefois, contrairement à la plupart des opérations extérieures djihadistes menées par le passé, où l'existence d'un sanctuaire a été cruciale, l'Émirat islamique des talibans a en fait [dégradé](#) une grande partie des capacités locales de la province du Khurasan de l'État islamique en Afghanistan, ce qui constitue un paradoxe. Une grande partie des complots liés aux opérations extérieures de la province de l'État islamique de Khurasan est davantage liée au recrutement et à l'inspiration en ligne, ainsi qu'aux conseils fournis par le biais d'applications cryptées, qu'au fait qu'un individu se rende à l'étranger pour acquérir une expérience en matière de combat et d'entraînement, avant de rentrer chez lui pour fomenter un complot. Si ce modèle n'est pas nouveau, c'est la première fois que nous le voyons réussir alors qu'un groupe ne contrôle pas de territoire et que ses capacités locales diminuent. Il est donc plus probable que les opérations extérieures de l'État islamique soient aujourd'hui menées par sa Direction générale des provinces, qui coordonne ses bureaux et ses provinces afin de rendre sa campagne d'opérations extérieures plus résistante que si une seule province planifiait et contrôlait tout.

Il est également important de rappeler que l'État islamique n'a revendiqué aucun des attentats perpétrés en Iran, en Turquie ou en Russie comme étant le fait de la *Wilayat Khurasan*. Les attaques en Iran et en Russie ont été revendiquées par les médias centraux de l'État islamique sous les noms d'« [Iran](#) » et de « [Russie](#) », et non sous celui d'une province, tandis que l'attaque en Turquie a été revendiquée par la *Wilayat Turkiya* de l'État islamique. Cette distinction est importante car l'État islamique a toujours été méticuleux dans la manière dont il diffuse des informations sur ses attentats et son idéologie en général. Il n'y a rien d'aléatoire là-dedans. Cela suggère que quelque chose d'autre est en jeu, d'autant plus que par le passé, par exemple, une

précédente attaque de l'État islamique en Iran en [septembre 2018](#) a en fait été revendiquée par la province du Khurasan de l'État islamique. Cela indique que la manière dont l'État islamique revendique les attaques a une signification d'un point de vue organisationnel.

En outre, la revendication de la *Wilayat Turkiya* n'a pas permis d'établir que la province du Khurasan de l'État islamique n'était pas la seule responsable même si les gouvernements iranien, turc et russe l'ont directement pointée du doigt. Il ne fait aucun doute qu'elle a joué un certain rôle, principalement en recrutant des individus [en ligne](#) via des réseaux de combattants étrangers résiduels d'Asie centrale issus de la mobilisation syrienne et restés en Turquie. Il a également profité des désillusions des communautés de [migrants](#) d'Asie centrale à l'étranger, notamment en Iran, en Turquie, en Russie et en Allemagne.

L'attentat contre le Crocus City Hall à Moscou en mars 2024 et un [complot](#) démantelé par l'Allemagne à Cologne en juin 2024, qui visait à prendre pour cible le championnat européen de football en cours, sont des exemples notables de ces réseaux mondiaux imbriqués les uns dans les autres. Dans les [deux cas](#), le ou les individus impliqués se sont rendus en Turquie avant de commettre l'attentat en Russie et de démanteler le complot en Allemagne. Il est donc possible que, dans les deux cas, des agents de l'État islamique se trouvent en Turquie pour apporter leur aide ou donner les dernières instructions en vue de la préparation d'un attentat de dernière minute. S'il est plausible qu'il s'agisse d'une coïncidence, la Turquie est devenue un épicrocentric du complot de l'État islamique, le pays ayant enregistré le plus grand nombre d'[arrestations](#) liées à l'État islamique dans le monde au cours de l'année écoulée. Les réseaux de la *Wilayat Turkiya* continuent également d'être pris pour cible, notamment à trois reprises jusqu'à présent en 2024, dans le cadre de systèmes de [financement](#) et de [contrebande](#) mis en place par le département du Trésor des États-Unis. Si l'on abandonne l'optique du système provincial traditionnel de l'État islamique au profit de celle de son réseau de bureaux de la Direction générale des provinces, la situation devient un peu plus cristalline : L'Allemagne, la Russie et la Turquie relèvent toutes du *Maktab al-Faruq* au sein de la Direction générale des provinces.

En outre, bien que cela n'ait aucun lien avec les attaques réussies de l'État islamique à l'étranger cette année, le gouvernement iranien [affirme](#) que le principal individu impliqué dans l'attaque de la mi-août 2023 à Chiraz, un ressortissant tadjik nommé Rahmatollah Nowruzof, s'était précédemment entraîné avec l'État islamique en Turquie (ainsi qu'avec la province du Khurasan de l'État islamique en Afghanistan), ce qui montre une fois de plus que la Turquie est un nœud clé au sein du réseau mondial de l'État islamique. Elle met également en évidence les chevauchements entre les zones régionales, ce qui pourrait nous montrer que ces réseaux d'opérations extérieures pourraient s'étendre à l'ensemble des provinces et nous inciter à penser qu'ils sont coordonnés au niveau de la Direction générale des provinces. Si l'on ajoute à cela ce qui a déjà été décrit au sujet des réseaux financiers qui transcendent les provinces et contribuent au financement des opérations à l'étranger parallèlement aux activités locales, on constate que les dirigeants de l'État islamique sont manifestement beaucoup plus intégrés et coordonnés à différents niveaux que ce que l'on croit généralement.

Même au sein des réseaux de soutien à l'État islamique, il y a des recoupements entre ceux qui sont connectés ou en contact avec différentes parties du réseau mondial de l'État islamique. Par exemple, à la mi-décembre 2023, l'Espagne [a arrêté](#) 11 personnes impliquées dans un réseau international de soutien à l'État islamique, qui avait débuté en 2021. Selon le ministère espagnol de l'Intérieur, deux des meneurs [ont été découverts](#) comme faisant partie d'un réseau plus vaste de partisans de l'État islamique ayant des liens avec des branches en Afghanistan (*Maktab al-Sadiq*), au Sahel (*Maktab al-Furqan*), au Levant (*Maktab Ard al-Mubarakah*) et en Europe (*Maktab al-Faruq*), dont les membres [collectaient](#) des fonds par l'intermédiaire d'entreprises criminelles en Europe pour financer des attaques terroristes et mobiliser de nouveaux adeptes. Ce réseau [transférait](#) l'argent par le biais de crypto-monnaies et d'envois internationaux aux différentes branches de l'État islamique dans le monde.

En outre, il convient de rappeler que de nombreux [réseaux financiers de l'État islamique](#) en Turquie soutiennent ses activités en Syrie. Cela montre que même si l'État islamique en Syrie n'est pas considéré avec autant de force qu'auparavant, il reste très lié à son réseau mondial par l'intermédiaire de *Maktab Arb al-Mubarakah* au sein de la Direction générale des provinces. Par exemple, en avril 2024, les Forces démocratiques syriennes [ont arrêté](#) les acteurs financiers de l'État islamique Ahmad Fuwaz al Rahman et Muhammad Amin Khalil al Ubayd. Ils [avaient reçu](#) de l'argent de l'État islamique en Turquie (et au Liban) par l'intermédiaire de la société de transfert de fonds Rohin pour l'utiliser dans des opérations locales par l'intermédiaire de *Katibat al-Zubayr bin al-Awam*, une division [secrète](#) de l'État islamique basée à Hasaka, en Syrie. (Dans le présent article, je n'ai pas abordé la question de la centralisation des [opérations médiatiques](#) de l'État islamique dans toutes les provinces depuis qu'il s'est étendu au-delà de l'Irak et de la Syrie, car les chercheurs s'accordent sur ce point).

Au-delà de ce qui semble être un réseau conjoint de planification des opérations extérieures qui s'étend aux provinces du Khurasan, de la Somalie et de la Turquie, d'autres complots qui ont été démantelés ont montré des liens directs avec d'autres provinces de l'État islamique. Cela démontre une fois de plus que les opérations extérieures de l'État islamique ne sont pas statiques en termes d'origine, mais qu'il s'agit plutôt d'un assaut coordonné par le biais de sa Direction générale des provinces.

Trois complots (deux en [Allemagne](#) et un au [Koweït](#)) ont été démantelés et sont liés à des agents de l'État islamique envoyés d'Irak pour mener des attaques. Dans l'un des complots en Allemagne, l'individu [a reçu](#) 2 500 dollars directement de l'État islamique en Irak. De même, au cours des quatre derniers mois, nous avons vu des complots liés à l'État islamique en [Israël](#), en [France](#), en [Suède](#) et en [Inde](#) qui sont directement liés à des agents de l'État islamique en Syrie, en Somalie et au Pakistan. Comme ces cas ne se sont produits que récemment, il ne serait pas surprenant que d'autres complots ou attentats commencent à émaner d'autres provinces de l'État islamique au cours de l'année à venir, à mesure que la Direction générale des provinces coordonne ces divers plans.

Pour les décideurs, se concentrer uniquement sur la province du Khurasan de l'État islamique en tant que principal acteur des opérations extérieures de l'État islamique aujourd'hui, c'est passer à côté d'un tableau plus large. C'est pourquoi élargir la focale pour comprendre la Direction générale des provinces et la coordination au sein du réseau provincial de l'État islamique permet de mieux comprendre sa structure organisationnelle actuelle. À certains égards, l'État islamique est beaucoup plus intégré aujourd'hui qu'il ne l'était il y a cinq ans, après avoir perdu son contrôle territorial en Irak et en Syrie. Néanmoins, d'un point de vue politique, il est essentiel de réaliser l'importance de l'accent mis par l'État islamique sur la gouvernance, la mobilisation des combattants étrangers et les opérations extérieures, et que cela ne s'est pas dissipé. Les deux premiers aspects sont principalement [présents](#) à différents niveaux au Mali, au Nigéria, en Somalie et au Mozambique aujourd'hui. On n'y accorde pas beaucoup d'attention, probablement parce qu'elles sont considérées comme périphériques par rapport aux intérêts américains et qu'elles ne constituent pas une menace immédiate pour le pays. De plus, dans le cas du Mali, tout effort pour agir aujourd'hui est émué et compliqué par la domination actuelle de la Russie sur [l'espace antiterroriste au Sahel](#). L'accent mis sur les opérations extérieures s'est véritablement transformé, passant d'une planification principalement à partir de la Syrie à un modèle plus résilient où la planification et la coordination sont réparties dans l'ensemble du réseau organisationnel mondial de l'État islamique.

Comprendre cela montre les défis à venir pour les décideurs politiques et ceux qui opèrent dans les pays du monde entier qui tentent encore de diminuer et/ou de vaincre l'État islamique. L'État islamique d'aujourd'hui est différent de l'État islamique du passé et il a été capable de s'adapter jusqu'à présent à la pression exercée sur lui en contrôlant des territoires dans quatre pays africains, en renouvelant sa capacité à mener des opérations extérieures et en s'intéressant davantage, bien que de façon encore limitée, aux nouvelles mobilisations de combattants étrangers. Cela montre que l'utilisation du même manuel de jeu contre l'État islamique en Irak et en Syrie pourrait ne pas fonctionner ailleurs, d'autant plus que les États-Unis ont d'autres priorités politiques et qu'ils n'ont pas nécessairement la même capacité d'action dans certaines parties du monde, en raison de défis contradictoires dans des espaces particuliers, comme le contrôle par la Russie du théâtre de la lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel. Ignorer cette nouvelle réalité ne peut que conduire à ce que l'État islamique redevienne une priorité pour l'agenda politique. Cela détournerait alors le temps et les ressources d'autres questions politiques qui, dans une perspective à long terme, sont probablement plus importantes pour la sécurité des États-Unis. Il est donc plus important que jamais de bien comprendre la réalité de l'État islamique aujourd'hui et il est préférable d'y consacrer davantage de ressources maintenant plutôt que d'en consacrer davantage plus tard, lors d'une éventuelle crise future.

Crédit photo : [Sgt. Joshua Brownlee](#)

• — •• — — • •• — ••• •••

Aaron Y. Zelin

Aaron Y. Zelin est Gloria et Ken Levy *Senior Fellow* à l'Institut de Washington pour la politique du Proche-Orient (*Washington Institute for Near East Policy*), où il dirige également le [Islamic State Worldwide Activity Map project](#). M. Zelin est également chercheur au département de politique de l'université Brandeis, affilié au *Global Peace and Security Centre* de l'université Monash et fondateur du site web *Jihadology*, largement plébiscité. Il est l'auteur des livres [Your Sons Are At Your Service : Tunisia's Missionaries of Jihad](#) (Columbia University Press) et [The Age of Political Jihadism : A Study of Hayat Tahrir al-Sham](#) (Rowman and Littlefield). Il travaille actuellement à la rédaction d'un troisième ouvrage provisoirement intitulé *Heartland of the Believers : A History of Syrian Jihadism*.

Comment citer cette publication

Aaron Y. Zelin, « Un État islamique intégré à l'échelle mondiale », trad., *Le Rubicon*, vol. 4, 26 septembre 2024 [<https://lerubicon.org/un-etat-islamique-integre-a-lechelle-mondiale/>].